Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

46 | 2013

L'espace du politique en Allemagne au XIX^e siècle

La politique des sentiments au XIX^e siècle

Ute Frevert

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4443>

DOI : 10.4000/rh19.4443

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2013

Pagination : 51-72

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Ute Frevert, « La politique des sentiments au XIX^e siècle », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne],
46 | 2013, mis en ligne le 01 juin 2016, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4443> ; DOI : 10.4000/rh19.4443

Tous droits réservés

UTE FREVERT

La politique des sentiments au XIX^e siècle

En janvier 2012 a été retrouvé un enregistrement sonore d'Otto von Bismarck. En 1889, le chancelier du Reich s'était entretenu avec un collaborateur de Thomas A. Edison qui avait enregistré la conversation sur un appareil alors tout nouveau : le phonographe. Il ne s'agissait pas d'un grand discours politique, mais de quelques vers en anglais, en allemand et en français, ainsi que de conseils d'un père à son fils : ne pas trop travailler, manger ou boire¹. Ce qui rend cet enregistrement extraordinaire n'est autre que la voix de Bismarck. Les spécialistes en ont été eux-mêmes surpris. Ils l'imaginaient différente, plus aigüe, plus criarde. Or ce que l'on entend là reste, malgré d'importantes distorsions, tout à fait calme, grave, profond, étonnant et plein d'humour.

Les voix jouent un rôle important dans les processus de politisation et de démocratisation au XIX^e siècle : elles délivrent des messages politiques, mobilisent et motivent, réveillent (ou endorment) les espoirs et les attentes, entretiennent la confiance ou attisent les peurs. Elles ne le font pas seulement par le truchement de phrases, complètes ou non. Elles le font aussi et surtout par les timbres, par les rythmes, rapides ou lents, hachés ou fluides, et par le ton, changeant ou monotone. Les voix plongent les auditeurs « dans l'ambiance » et font naître chez eux des sentiments. Un bon orateur – Aristote en était déjà conscient – emporte son public, le fait se mouvoir, au sens propre du mot : il le tire de sa chaise, le met en marche, lui agrandit le cœur. La voix est donc un important moyen de diffusion de ce que j'appelle la « Gefühlspolitik », « la politique des sentiments ».²

Le terme allemand de *Gefühlspolitik* vient du XIX^e siècle ; Bismarck lui-même l'a utilisé. Profondément contrarié par « l'absence de perspective » de la Prusse après la guerre de Crimée, il chercha, en 1857, à convaincre les

1.* Traduit de l'allemand par Katell Brestic.

Otto von Bismarck (1815-1898). Enregistrement unique. Octobre 1889. Phonographe d'Edison [URL: <http://youtu.be/czko31-6O8I>].

2. Le terme « Gefühlspolitik », tel qu'il était utilisé au XIX^e siècle, possédait une forte connotation péjorative. Il dénonçait un sentimentalisme exacerbé guidant les actions politiques. Ute Frevert en fait un usage plus neutre, que nous traduirons par « politique des sentiments », cf. infra (NDLT).

conseillers du roi de la nécessité d'un rapprochement stratégique avec la France. Il désapprouvait la position anti-napoléonienne de Frédéric-Guillaume IV et la qualifiait de « Gefühlspolitik » romantique, considérant qu'elle s'opposait à la politique de protection des intérêts de la Prusse guidée, elle, par « des idées et des objectifs positifs » et un « égoïsme d'État »³.

C'est ainsi que le terme est entré, au-delà de Bismarck, dans la langue de l'époque. Selon une encyclopédie datée de 1853, la « sentimentalité » caractérisait alors les rapports des Allemands à l'État. « Par amour commode de la paix », ils évitaient « de prendre parti lors de vastes mouvements publics » et préféraient « l'apathie politique ». Toujours selon cet article, cela s'était déjà manifesté en 1848, quand dominait une « politique de l'âme et des sentiments » et que « seuls les esprits affûtés et les volontés puissantes arbitraient la vie politique réelle »⁴.

Avant de mettre cet argument au banc d'essai historique, il faut d'abord dissiper un possible malentendu : la « politique des sentiments », tel que le terme sera utilisé au cours de cet article, c'est-à-dire indépendamment de sa définition péjorative de l'époque, ne signifie pas qu'une politique se laisse guider par les sentiments, par la sympathie ou l'antipathie, comme c'était le cas sous Frédéric-Guillaume IV en 1857, ou par peur du conflit et une recherche sentimentale de l'harmonie, comme en 1848. Utilisé comme outil analytique, le terme désigne une politique menée avec des sentiments et autour des sentiments, et non pas motivée par les sentiments.

Les attitudes et postures émotionnelles ne sont pas les causes des actions politiques, mais en constituent les ressources, les outils, les objets. La *politique des sentiments* veut faire naître certains sentiments, en éviter d'autres et utilise à cette fin des stratégies et des moyens de diffusion spécifiques. Parmi ceux-ci, on trouve, entre autres certes, mais principalement, la rhétorique politique et la voix de l'orateur.

Une *politique des sentiments* telle que définie précédemment – et ce sera la thèse de cet article – devient au XIX^e siècle un élément central de la communication moderne entre dominants et dominés. La domination, qui selon Max Weber est « la chance, pour des ordres spécifiques (ou pour tous les autres), de trouver obéissance de la part d'un groupe déterminé d'individus », nécessite l'assentiment et la « docilité » des dominés⁵. On instaure la docilité par la violence (ou par la peur de la violence), mais elle fonctionne mieux lorsqu'elle est volontairement consentie. Pour cela, la communication est nécessaire : le peuple veut être convaincu de la légitimité de la domination.

3. Horst Kohl [dir.], *Bismarcks Briefe an Den General Leopold v. Gerlach*, Berlin, Häring, 1896, p. 316 ; Ernst Engelberg, *Bismarck: Urpreuße und Reichsgründer*, Berlin, Akademie Verlag, 1986, p. 437 ; Hans Rothfels [dir.], *Bismarck und der Staat*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1958, p. 94.

4. J. S. Ersch et J.G. Gruber [dir.], *Allgemeine Encyclopädie der Wissenschaften und Künste*, tome 56, Leipzig, Gleditsch, 1853, p. 22 ; *ibidem*, tome 57, 1853, p. 318 (Dans les deux cas, l'auteur des articles est K. H. Scheidler).

5. Max Weber, *Économie et Société*, 1921, Paris, Plon, 1971, p. 218-219.

Quiconque veut obtenir leur « dévouement » (Weber) affectif doit même faire plus : il doit leur insuffler la confiance et les conquérir émotionnellement. Le succès des dominants et leur capacité à s'imposer repose principalement sur leur aptitude à mobiliser durablement l'affection, l'admiration et l'amour des dominés et à les mettre à leur propre service.

Mais la communication n'est pas unilatérale, elle est au moins à double sens. C'est pourquoi la *politique des sentiments* ne fonctionne jamais exclusivement du haut vers le bas ; elle est également effective du bas vers le haut. Les sujets ou les citoyens ne sont pas les récepteurs passifs de messages émotionnels, ils en émettent eux-mêmes ou en obtiennent par la force. Les sentiments font donc en quelque sorte l'objet de négociations et sont tout sauf automatiques, authentiques ou absolus.

COMMUNICATION ENTRE DOMINANTS ET DOMINÉS ET INSTRUMENT DE LÉGITIMATION

Pour comprendre pourquoi la *politique des sentiments* en tant que technique de domination a pris une telle importance au XIX^e siècle, il convient de prendre en considération les nouveaux repères du champ politique. D'une part, « le peuple » est depuis la Révolution française apparu comme nouvel acteur de la scène politique. À l'est du Rhin, il se fait également remarquer, se mobilise, s'organise en associations et partis, exige des élections et le droit de participer à la vie politique. De sujets obéissants et extérieurs à la chose politique, ils deviennent des citoyens, et plus tard également des citoyennes, qui se considèrent de plus en plus comme « co-législateurs » (Emmanuel Kant). D'autre part, ces évolutions obligent l'État monarchique à faire face à de nouveaux défis, alors qu'il monopolisait jusque-là les décisions politiques, concentrées dans les mains d'un prince absolu. Même là où la monarchie n'est pas fondamentalement menacée, elle doit recourir à de nouvelles formes de gouvernance pour assurer sa légitimité. Plus les citoyens sont présents sur la scène politique, plus il apparaît nécessaire aux monarques de neutraliser et désamorcer la menace que représentent les conséquences d'une telle politisation.

C'est là qu'intervient la *politique des sentiments*, selon deux modalités distinctes : d'abord comme mise en scène des sentiments positifs que le monarque et sa famille témoignent aux citoyens ; puis comme outil permettant de générer les sentiments que les citoyens vont à leur tour montrer au monarque (et à sa famille). La monarchie orchestre la première modalité, quand la coopération des citoyens fonde la seconde. Qu'ils aiment leur roi ou empereur et lui témoignent leur confiance, qu'ils lui manifestent leur fidélité ou que, déçus et frustrés, ils s'en distancient, tout cela dépend de facteurs que les autorités ne peuvent contrôler qu'imparfaitement. Cela confère un

caractère ambivalent et hasardeux aux efforts fournis pour utiliser les sentiments comme des ressources politiques : celui qui consent à ces efforts peut en effet échouer. Par ailleurs, le monarque autorise les citoyens à considérer leurs sentiments comme une monnaie d'échange prisée. Quiconque brigue leur amour a visiblement besoin de ces sentiments et doit donc s'efforcer de répondre aux attentes des citoyens.

L'article qui suit analyse, dans les grandes lignes, la manière dont s'est dessiné ce bras de fer au XIX^e siècle⁶. Il se réfère essentiellement à la Prusse (et après 1871 au Reich allemand) mais est valable au-delà de cet espace. On peut observer des tendances similaires dans les États allemands moins importants, même si le sentiment dynastique y était parfois plus solidement ancré, plus proche du quotidien des citoyens. Et rien ne va même à l'encontre de l'hypothèse qui voudrait que cette *politique des sentiments* ait pu être menée dans d'autres pays européens comme réponse à des enjeux structurels, avec des résultats ambivalents⁷.

SENTIMENTS REPRÉSENTÉS ET SENTIMENTS FABRIQUÉS

La voix de Bismarck a été présentée plus haut comme moyen de diffusion d'une *politique des sentiments* et l'on peut immédiatement se demander qui, de son vivant, a bien pu l'entendre et quel effet elle a pu produire. Il

6. Cet article se concentre sur une petite partie de ce que l'on pourrait appeler « l'histoire émotionnelle du fait politique ». C'est ce qui occupe, de manière bien plus large, les politistes, les philosophes du politique et les historiens. Cf. Jeff Goodwin et al. [dir.], *Passionate Politics : Emotions and Social Movements*, Chicago, Chicago UP, 2001 ; Philippe Braud, *L'émotion en politique : Problèmes d'analyse*, Paris, Presses de la FNSP, 1996 ; William M. Reddy, *The Navigation of Feeling : A Framework for the History of Emotions*, New York, CUP, 2001, chap. II (France 1700-1850) ; Sophie Wahnich, *Les émotions, la Révolution française et le présent*, Paris, Éditions du CNRS, 2009 ; Emmanuel Fureix, « Une politique des émotions », in *idem*, *La France des larmes. Deuils politiques à l'âge romantique*, Seyssel, Champ Vallon, 2009, p. 168-193.

7. Pour la Grande-Bretagne cf. Linda Colley, *Britons: Forging the Nation 1707-1837*, New Haven, Yale University Press, 1992, chap. 5 ; *eadem*, « The Apotheosis of George III: Loyalty, Royalty and the British Nation 1760-1820 », *Past & Present* 102 (1984), p. 94-129 ; David Cannadine, « The Context, Performance and Meaning of Ritual: The British Monarchy and the 'Invention of Tradition', 1820-1977 », in Eric Hobsbawm et Terence Ranger [dir.], *The Invention of Tradition*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992, p. 101-164. Monika Wienfort, « Zurschaustellung der Monarchie – Huldigungen und Thronjubiläen in Preußen-Deutschland und Großbritannien im 19. Jahrhundert », in Peter Brandt et al. [dir.], *Symbolische Macht und inszenierte Staatlichkeit*, Bonn, Dietz, 2005, p. 81-100. L'auteur se positionne contre la thèse de la « tradition inventée » et souligne en même temps que les fêtes monarchiques en Grande-Bretagne reposaient bien plus qu'ailleurs sur des initiatives citoyennes. Voir aussi des études comparées : Monika Wienfort, *Monarchie in der bürgerlichen Gesellschaft*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1993 ; *eadem*, « Monarchie, Verfassung und Fest. Großbritannien und Preußen um 1800 im Vergleich », in Martin Kirsch et Pierangelo Schiera [dir.], *Denken und Umsetzung des Konstitutionalismus in Deutschland und anderen europäischen Ländern in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts*, Berlin, Dunker & Humblot, 1999, p. 175-191, ainsi que Martin Kohlrausch, « Die höfische Gesellschaft und ihre Feinde: Monarchie und Öffentlichkeit in Großbritannien und Deutschland um 1900 », *Neue Politische Literatur* 47 (2002), p. 450-466. Pour l'Italie cf. Catherine Brice, *Monarchie et identité nationale en Italie (1861-1900)*, Paris, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 2010 ; *eadem*, « Monarchy and Nation in Italy at the End of the Nineteenth Century: A Unique Form of Politicization? », *European History Quarterly* 43 (2013), p. 53-72.

a été prouvé à de nombreuses reprises que la voix d'un homme politique, quand la technologie permet son amplification et sa reproduction, possède une forte charge émotionnelle et un puissant charisme. Nous savons que la voix d'Adolf Hitler envoûtait ses auditeurs, que ce soit dans la plus grande brasserie de Munich, la *Hofbräuhaus*, ou plus tard via les postes de radio. La voix de Paul von Hindenburg était également bien perçue : « Très cher Monsieur le Président, » écrit le 19 mars 1932 une certaine Frieda Lohmann de Berlin, « l'hymne national – le *Deutschlandlied* – de votre allocution à la radio vient tout juste de s'achever et l'impression grandiose que m'ont laissée vos paroles me pousse à vous adresser par la présente mes remerciements les plus sincères ». Hans Herbst, âgé de neuf ans, écrit de Hirschberg : « Cher Hindenburg ! Ton discours d'hier soir a bien ému mes parents et ils voteront pour toi. Avant, ils avaient l'intention de voter pour ce 'Hitler' ». Une certaine Madame Berger, de Leipzig, se rappelle encore, dix semaines après sa diffusion, du discours de Hindenburg pour le nouvel an 1931 : « Jamais dans ma vie je n'avais été à ce point transportée par un discours ». Des familles entières se rassemblent autour du poste pour écouter, « dans un recueillement total » et « le cœur étreint », la voix du président. Certains ont les larmes aux yeux, et pas uniquement les vieilles dames : de jeunes adolescents sont tout aussi émus⁸. Début 1932, il y avait en Allemagne environ 4 millions d'auditeurs ; 7 ans plus tard, ils étaient déjà 12 millions. La voix du président ou du chancelier portait ainsi jusqu'aux coins les plus reculés du pays. Grâce aux postes collectifs, nouvellement installés, des équipes de travail entières pouvaient écouter un discours ; les auberges étaient aussi des endroits appréciés pour écouter la radio en groupe. De nombreux auteurs de lettres évoquent l'impression grandiose que faisait sur eux cette simili-présence du chef de l'État, la manière dont cette voix les touchait, les sentiments qu'elle éveillait en eux et les sentiments qu'ils y percevaient.

Une telle présence était inconcevable du temps de Bismarck. Ce qu'il disait était au mieux imprimé dans les journaux et pouvait donc être lu, mais pas entendu. Seules quelques personnes avaient accès à sa voix et pouvaient éprouver sa force émotionnelle : les députés et orateurs invités aux Parlements prussien et allemand, les étudiants qui l'honoraient de leur présence à Bad Kissingen ou Friedrichsruh et évidemment les rois et empereurs successeurs avec lesquels il s'entretenait. Le chancelier restait volontairement à l'écart des discours publics tenus pour le compte d'un parti ou à l'occasion des élections : il ne voulait pas passer pour un démagogue politique qui « chercherait, par son éloquence, à gagner les foules, la majorité des voix ». Il se définissait au contraire comme un « ministre, un diplomate et un homme d'État » et affirmait qu'il se sentirait « vexé si on le traitait d'orateur »⁹.

8. Citations issues de diverses lettres à Hindenburg, Archives fédérales, Berlin, R 601/378-380.

9. Lothar Gall [dir.], *Bismarck. Die großen Reden*, Berlin, Siedler, 1981. p. 9 et sq. citation tirée du discours du 26 mars 1886. Andreas Biefang note que, dans le même temps, Bismarck utilisait la scène

L'appel émotionnel, passionnel, aux « foules » constituait depuis la Révolution française l'un des outils rhétoriques favoris des forces démocrates. Dès que le citoyen a obtenu le droit de suffrage, il a été exposé à un enchevêtrement d'autres voix qui aspiraient à le convaincre, le persuader, le gagner à telle ou telle orientation politique. La « démocratie des assemblées », telle qu'elle a été pratiquée et généralisée en Allemagne autour de 1848, a permis à un nombre conséquent d'orateurs, plus ou moins talentueux, d'apparaître sur la scène politique. Ils prirent la parole spontanément, avec passion, y compris face aux monarques qui ne s'étaient jusque-là jamais tenus à disposition de ce genre de discours. À quoi ces discours pouvaient-ils bien ressembler ? La réponse se trouve dans la chronique très détaillée de la révolution berlinoise rédigée par Adolf Wolff.

Le public, souvent composé de plusieurs milliers de personnes, était tout sauf passif : il criait « bravo » quand quelque chose lui plaisait et n'était pas non plus avare en manifestations énergiques de mécontentement. Même le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume IV, qui n'y était pourtant absolument pas préparé, se mit à percevoir ce mécontentement. Pour calmer « les esprits échauffés », il fit imprimer et distribuer en mars 1848 un appel au peuple dans lequel il enjoignait à ses « chers Berlinoises » d'abandonner les barricades et d'oublier par la suite « les événements » – les tirs de l'armée sur le peuple rassemblé place du Château à Berlin, qui firent 183 morts – de la même manière que « [lui voulait et allait] les chasser de son cœur ». À la fin de cette proclamation, on trouve un exemple de pure *politique des sentiments* : « Votre bien aimée Reine, Mère et Amie véritablement fidèle, qui souffre beaucoup et se trouve bien mal en point, unit ses prières intimes et pleines de larmes aux Miennes. »¹⁰

Mais les larmes de la reine elles-mêmes ne purent apaiser le peuple exaspéré. Les citoyens déchirèrent l'appel, le piétinèrent, et exigèrent du roi « qu'il se montre ». Il finit par apparaître, au bras de sa femme souffrante, « blême de peur et d'épouvante », au balcon du château de Berlin. « Tête nue », le visage « douloureusement ému », il regarda les cadavres exposés dans la cour, à la vue desquels la reine, horrifiée, recula. Comme il ne pouvait se faire entendre de la foule « déchaînée » qui hurlait « dans la confusion la plus totale », il retourna à l'intérieur du château pour être ramené sur la terrasse quelques minutes plus tard par un marchand nommé Hiller et le maître maçon Schweidnitz (tous deux « entraînés par des sentiments débordants »).

offerte par le Reichstag pour tenir des discours politiques fondamentaux et pouvait ainsi compter sur l'intérêt d'un public extra-parlementaire, cf. *Die andere Seite der Macht: Reichstag und Öffentlichkeit im „System Bismarck“ 1871-1890*, Düsseldorf, Droste, 2009, p. 259-265. Sur la question de la rhétorique politique de Bismarck, voir Hans-Peter Goldberg, *Bismarck und seine Gegner: Die politische Rhetorik im kaiserlichen Reichstag*, Düsseldorf, Droste, 1998, surtout le chap. 5.

10. Adolf Wolff, *Berliner Revolutions-Chronik. Darstellung der Berliner Bewegungen im Jahre 1848 nach politischen, sozialen und literarischen Beziehungen*, Berlin, Verlag Gustav Hempel, 1851, tome 1, p. 201 et sq.

De là, il s'adressa directement au peuple rassemblé sur la Place du Château : « Mes chers citoyens, vous avez souhaité que j'apparaisse devant vous, je suis venu. Certains de vos concitoyens m'ont convaincu que la paix de la ville repose sur l'armement du peuple. Je vous accorde volontiers cet armement ». À ces paroles – mensongères – répondirent « des cris de joie venus de la place par milliers »¹¹.

On ne sait à quoi la voix du roi avait bien pu ressembler. On ne sait pas non plus qui avait pu l'entendre ; probablement seuls ceux qui se trouvaient à proximité immédiate de lui. Mais le message était quand même passé, d'autant qu'il fut renforcé par un langage corporel qui n'avait plus rien de royal. On dit que le roi était « fortement courbé », qu'il avait les larmes aux yeux. Étaient-ce des larmes pour les morts des barricades ou des larmes de honte et de colère causées par sa propre humiliation ? Sur cette question, on ne peut que formuler des conjectures.

On peut en revanche s'étonner du fait que les citoyens n'aient pas savouré leur triomphe sur la monarchie « absolue » : c'était pourtant la première fois qu'un monarque prussien se « pliait » à la volonté du peuple. Quand, trois jours plus tard, Frédéric-Guillaume IV parcourut Berlin à cheval, un large ruban aux couleurs de l'Allemagne autour du bras, il récolta « les acclamations de la foule en liesse ». Devant l'université, les étudiants lui offrirent « une impétueuse ovation et entrechoquèrent leurs armes en son honneur ». Et une fois encore, la parade royale se conclut sur un discours très expressif qui fit forte impression, empreint d'une rhétorique propre à la *politique des sentiments* : « Citoyens », dit le roi aux conseillers municipaux et aux hommes de la milice civile rassemblés devant l'hôtel de ville, « je sais que je ne tire pas ma force des armes de mes braves soldats, ou de mes richesses, mais du cœur et de la fidélité de mon peuple »¹².

Ce que Frédéric Guillaume IV avait réellement sur le cœur n'entre pas en jeu ici. *La politique des sentiments* n'a pas grand-chose à voir avec ce que ressent celui qui la mène. Il s'agit bien plus des registres linguistique et extralinguistique qu'il emploie pour transmettre et générer des sentiments, des « sentiments représentés » et de leur importance pour les « techniques du pouvoir » qu'expérimentent les monarques du XIX^e siècle, accablés par leurs sujets-citoyens, afin de préserver leur trône¹³. Il s'agit aussi des sentiments de ceux qui ébranlaient ces trônes, qui s'y frottaient jusqu'au sang, puis se laissaient adoucir et désarmer, comme le diront rapidement certains esprits critiques, par la « politique des sentiments et de l'âme ». Pourquoi n'usaient-ils pas de leur « esprit affûté » et de leur « volonté puissante » pour imposer leurs revendications politiques et leur désir de participation ? Que signifiaient pour eux les gestes d'humilité du roi ou ses appels émotionnels ?

11. *Ibid.*, p. 242 et *sq.*, p. 249 et *sq.*

12. *Ibid.*, p. 294-296.

13. Michel Foucault, *Dits et écrits 1954-1988*, t. 4 (1980-1988), Paris, Gallimard, 1994.

L'AMOUR DU ROI ET L'AMOUR DU PEUPLE 1797-1848

Ils créèrent dans un premier temps la surprise. En Prusse, où l'on rejetait largement la timide constitutionnalisation menée depuis le début du siècle dans les États du sud de l'Allemagne, le roi régnait de manière absolue sur ses sujets. Il avait fixé les fréquences et les modalités de ses apparitions et de ses allocutions et avait décidé de la distance qu'il mettrait entre lui et son peuple. Pour cela, il devait observer des règles et des pratiques issues d'une longue tradition. Les cérémonies de cour et les célébrations politiques bénéficiaient dès le XVIII^e siècle de mises en scène populaires qui avaient pour but d'impressionner les sujets, de flatter leurs sens et de les gagner émotionnellement à l'autorité monarchique. Sous Frédéric II apparut un nouveau style de domination fondé sur l'accessibilité et la visibilité du roi sans pour autant porter atteinte à sa supériorité et à sa sacralité. De leur côté, les sujets de Frédéric – ou plus exactement : les citadins et citoyens issus de la bourgeoisie intellectuelle – surent tirer un profit politique de la mise en scène de cette accessibilité et de cet amour royal et les utiliser pour leurs propres manifestations de patriotisme et de fierté nationale¹⁴.

De telles tendances n'ébranlaient pas encore sérieusement l'architecture du pouvoir et l'absolutisme prussiens. En revanche, les événements révolutionnaires qui eurent lieu en France trois ans après la mort de Frédéric, aboutissant à l'exécution du couple royal, à la proclamation de la souveraineté de la nation et à sa mobilisation générale, firent l'effet d'un choc. Ce qui, dans un premier temps, fascina et enthousiasma de nombreux citoyens, effraya les monarques européens. Partout, à Londres, comme à Berlin ou Vienne, ils s'inquiétèrent de la stabilité de leur propre pouvoir et réfléchirent aux moyens de l'asseoir et de le consolider. Parmi eux figurait la *politique des sentiments*. La rhétorique de l'amour et de la bienveillance que Frédéric II s'était déjà appliqué à employer en était partie intégrante. Mais les sentiments du prince devaient également être communiqués aux sujets à travers des appels, proclamations ou apparitions officiels. Cela n'allait pas nécessairement à l'encontre de l'exigence des monarques de définir à leur goût la nature de leurs apparitions. Quand la milice civile de Potsdam invita en 1794 l'héritier du trône, Frédéric-Guillaume III, et sa jeune femme Louise à prendre le traditionnel goûter allemand « Kaffee und Kuchen », la princesse eut une réaction moqueuse : « Imagine quel divertissement adorable nous attend aujourd'hui... », écrit-elle à son mari, « nous n'avons pas le choix, que nous le voulions ou non, nous

14. Ute Frevert, *Gefühlspolitik. Friedrich II. als Herr über die Herzen?*, Göttingen, Wallstein, 2012 ; Thomas Biskup, *Friedrichs Größe. Inszenierungen des Preußenkönigs in Fest und Zeremoniell 1740-1815*, Francfort, Campus, 2012.

allons devoir être questionnés et peut-être devenir fous, pour avoir l'honneur de faire la cour aux citoyens¹⁵. »

On voit bien ici l'ambivalence entre l'amour du roi et son accessibilité. D'une part, les monarques devaient aller plus souvent, plus longuement à la rencontre de leurs citoyens et donner l'impression qu'ils leur portaient un intérêt bienveillant ; selon les Miroirs des princes, c'était pour eux l'unique moyen de pouvoir miser à leur tour sur l'amour et la fidélité de leurs sujets¹⁶. D'autre part, ils refusaient « d'être questionnés » et « de faire la cour aux citoyens », ce qui était incompatible avec « l'honneur » légitime des princes absolus. La *politique des sentiments* consistait donc en un équilibre subtil ; le moindre faux-pas pouvait mener à la chute. Si l'on ne montrait pas suffisamment ses sentiments ou sa compassion, on courait le risque de passer pour insensible et arrogant, verdict que l'on cherchait absolument à éviter, non seulement à cause de la mode humaniste et sentimentale de l'époque mais aussi en raison de ce qui était arrivé aux Bourbons de France en 1793. Si, au contraire, on faisait preuve de trop de complaisance ou de laxisme, on pouvait facilement faire le jeu de ceux qui voulaient affaiblir l'autorité et donner plus de pouvoirs aux citoyens. L'embourgeoisement de la monarchie, tel que se le représentaient de nombreux libéraux, était une stratégie qui déplaisait aux rois prussiens tout autant que la constitutionnalisation. La constitution, promise à deux reprises, à contrecœur, dans une situation de grande détresse politique, par Frédéric-Guillaume III, ne fut octroyée qu'après que la révolution de 1848 l'eut remise à l'ordre du jour.

La Maison royale de Prusse a traversé la première moitié du XIX^e siècle à l'aide de la *politique des sentiments*. Durant son long règne (1797-1840), riche en catastrophes politiques, Frédéric-Guillaume III dut faire de dramatiques « appels à [son] peuple ». En 1813, il lui demanda de grands sacrifices pour la « patrie » et pour « [son] roi » dans la lutte contre Napoléon et justifia – une première dans l'histoire de Prusse – la déclaration de guerre à la France. L'appel invoquait la fidélité du peuple, ainsi que la confiance commune, unissant le roi et ses sujets, en Dieu et en l'honneur de la Prusse, duquel ne répondaient pas seulement le roi mais chaque « Prussien » et chaque « Allemand ». En même temps, le roi craignait une trop grande proximité avec le peuple. Il mit ainsi fin à la pratique des suppliques, jusque-là usuelle et à laquelle Frédéric II avait attaché une grande importance, et interdit systématiquement les illuminations et les fêtes dansantes pour célébrer les anniversaires de la famille régnante ou tout autre jubilé¹⁷.

15. Hubertus Büschel, *Untertanenliebe. Der Kult um deutsche Monarchen 1770-1830*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2006, p. 261.

16. Johann Jacob Engel, *Schriften, tome 3: Der Fürstenspiegel*, Berlin, Mylius, 1802 (Engel était le professeur de Frédéric Guillaume III) ; Johann Michael Sailer, *Über Erziehung für Erzieher*, München, 1807, p. 480.

17. Sur l'appel de 1813, voir Karin Hagemann, *Männlicher Muth und teutsche Ehre: Nation, Militär und Geschlecht zur Zeit der antinapoleonischen Kriege Preußens*, Paderborn, Schöningh, 2002, p. 281-289 ; sur les différents interdits, cf. Büschel, *Untertanenliebe...*, op. cit., p. 255, 262-265, 328.

La régularité avec laquelle de tels interdits étaient édictés indique, en creux, le plaisir que prenaient à ces festivités les citoyens, urbains ou ruraux. Ils n'y célébraient pas seulement les monarques mais aussi eux-mêmes tout en rivalisant les uns avec les autres pour produire la représentation la plus coûteuse ou la plus élégante¹⁸. Par ailleurs, ils mettaient en exergue la fonction de ces manifestations comme lieu d'expression des sentiments positifs des monarques, qui y faisaient forte impression. Lorsqu'en 1810 un magistrat de Charlottenbourg se plaignit au roi Frédéric-Guillaume III de s'être vu refuser la participation au cortège funèbre de la reine Louise, il fit remarquer explicitement que de telles occasions «alimentaient le patriotisme, l'attachement et la fidélité zélée des citoyens». Ce qui signifie que de telles démonstrations ne se contentaient pas de permettre l'expression de sentiments, elles étaient également censées les inculquer, les réveiller et les entretenir¹⁹.

Le monarque lui-même, qui craignait la sphère publique de l'opinion, n'a pu ignorer cet argument. Il nourrissait certes une profonde aversion envers les cérémonies officielles et aurait préféré s'épargner le faste de telles célébrations, avec leurs «arcs de triomphe coûteux, leurs drapeaux en berne, leurs poèmes et tout ce qui s'ensuit». Pour lui, les «marques» d'amour du peuple qui avaient «une valeur véritable» n'étaient pas celles «qui dépendaient de coutumes ou de traditions, mais celles qui émanaient du cœur seul». Cette forme d'amour était-elle réellement inconditionnelle ou devait-elle être aussi nourrie et cultivée par un roi qui offrait ostensiblement et sans atermoiements «son cœur paternel et fidèle à [s]es bons sujets»? La reine Louise fit preuve à ce propos d'un pragmatisme étonnant. En 1798, elle écrivit à son frère qu'elle partagerait avec son mari le poids de «la cour, de la gêne, de l'Etiquette et de toute autre chose»: «je mettrai tout en œuvre pour gagner et mériter l'amour de mes sujets, sans contrainte, par la courtoisie, une nature avenante, la gratitude là où on me donnera des preuves d'amour et d'attachement»²⁰. Pour Louise, «l'amour du peuple», que son époux considérait encore comme naturellement acquis, n'était pas un automatisme. Il fallait l'attiser et le renforcer, le gagner et le mériter, et pour cela, l'engagement royal était nécessaire. Ce dernier s'imposait non seulement à l'épouse «étrangère», mais aussi au roi, «enfant de la Nation».

Même si, en 1800, la monarchie prussienne semblait bien se porter, ce défi était partout palpable. En 1798, lors d'un discours d'hommage à Frédéric-Guillaume III, le représentant du gouvernement se dit persuadé que la «supercherie des idées françaises» n'influerait pas les sujets prussiens: «Vous ne prêterez pas l'oreille aux charmes trompeurs, vous n'offrirez pas

18. Pour le culte de Frédéric II, voir Frevert, *Gefühlspolitik...*, *op. cit.*, chap. IV; sur la première moitié du XIX^e siècle, cf. Büschel, *Untertanenliebe...*, *op. cit.*, p. 218, 295 et sq.

19. Büschel, *Untertanenliebe...*, *op. cit.*, p. 232.

20. Cf. Matthias Schwengelbeck, *Die Politik des Zeremoniells. Huldigungsfeiern im langen 19. Jahrhundert*, Francfort, Campus, 2007, p. 118 et sq. (Frédéric Guillaume), 121 (Louise).

attention aux illusions qui se muent sans que l'on s'y attende en Furies, qui déchirent effrontément tous les étendards, et offrent à tous, de manière égale, la misère. » Et le président du conseil de la ville de Berlin confirma dans sa réponse que les citoyens avaient fait de leur plein gré et par « conviction » le vœu « de la fidélité la plus indissoluble et de la plus stricte obéissance ». « D'autres » pouvaient « se quereller sur une (ou la) meilleure forme de gouvernement, se rendre malheureux par ces querelles... Nous voulons leur dire : 'Peuples d'Europe, regardez-nous ! Nous avons un père commun, nous sommes tous ses enfants, il nous aime, nous le vénérons' »²¹. Pourtant, même si ces « enfants » avaient assuré qu'ils accorderaient leur assentiment émotionnel et qu'ils se comporteraient bien, il était évident pour tous – et particulièrement pour le président du conseil municipal – qu'ils pouvaient en fait agir différemment. La « sécurité du trône » ne pouvait plus être garantie en toutes circonstances et, pour l'affermir, on avait absolument besoin, comme l'écrivait le colonel August Neidhardt von Gneisenau au roi en 1811, de « poésie », c'est-à-dire de « l'amour d'un peuple enthousiasmé par son souverain »²². La foi en la légitimité dynastique devait donc de toute évidence être renforcée par une *politique des sentiments*.

Cette contrainte persista après 1815, alors que la politique extérieure était moins agitée. Ni la répression policière, ni les discours énergiques de la dynastie régnante ne permirent d'éliminer les tensions intérieures. Mais ceux-là même qui aspiraient à une constitution n'envisageaient pas sérieusement d'abolir la monarchie. Ils avaient intériorisé l'image du roi-citoyen, proche de son peuple, non seulement d'un point de vue émotionnel mais aussi dans la pratique quotidienne. Lorsqu'en 1840 Frédéric-Guillaume IV monta sur le trône de Prusse, on caressa l'espoir d'avoir trouvé en lui un tel roi. Les hommages publics en son honneur allumèrent, écrivait Fanny Lewald – qui n'était pas particulièrement royaliste –, « la flamme de l'enthousiasme dans des milliers de cœurs à la fois »²³. Et le nouveau roi n'ignorait pas combien il était important de maintenir cette flamme vivante. Il s'adressa ainsi directement aux représentants du peuple rassemblés devant le château de Berlin, à la surprise de tous et sans tenir compte du protocole : « Messieurs, en cette heure grave, une question grave. Êtes-vous prêts, avec le cœur et l'esprit, avec le verbe et l'action, avec toute votre aspiration, dans la foi sacrée en la patrie, dans l'amour sacré du Christ, à me soutenir et à m'aider à maintenir la Prusse telle qu'elle est, telle qu'elle doit rester si elle ne décline pas ? Voulez-vous rester debout à mes côtés, dans les bons comme dans les mauvais jours ? Oh !

21. *Ibidem*, p. 124 et sq.

22. Karl Griewank [dir.], *Gneisenau. Ein Leben in Briefen*, Leipzig, Köhler & Amelang, 1939, p. 175 : « Si Votre Majesté avait conscience de cette irrésistible affection, que vous pourriez amener dans vos cortèges ; si Votre Altesse était disposée à employer cette magie, pour placer votre trône, votre État, vos enfants sous la protection du peuple, alors Votre Majesté ferait des miracles et réveillerait des forces assoupies, devant lesquelles le monde ne pourrait que témoigner son étonnement. »

23. Fanny Lewald, *Meine Lebensgeschichte*, t. 2 : *Leidensjahre [1861/2]*, Francfort, Helmer, 1989, p. 272.

si vous le voulez, répondez-moi d'un son clair, le plus beau de notre langue, répondez-moi d'un digne Oui!»²⁴ La tonalité du discours était éloquente : on exigeait (et donnait) là ni plus ni moins qu'un serment de mariage avec l'intensité émotionnelle inhérente aux liens bâtis sur l'amour et inscrits dans la durée²⁵. Le ton implorant, suppliant du roi témoignait aussi de cette intensité, de l'urgence de sa requête. Il n'exigeait rien, il n'ordonnait rien, il posait une « question grave ». La réponse qu'on lui donnerait allait décider du sort de son règne, de la sécurité de son trône.

Huit ans plus tard, l'union scellée dans l'amour et la promesse de fidélité connut sa pire mise à l'épreuve. La Révolution de 1848, qui éclata à Paris, mobilisa également les citoyens prussiens de tous horizons. À leur tour, ils s'adressèrent au roi, par des appels et des pétitions. Mais la langue employée, si on la compare à celle des hommages de 1840, avait bien changé. Elle n'était certes pas moins émotionnelle, mais elle mettait l'accent sur des thèmes différents et usait d'autres concepts. « Ni le hasard de la naissance, ni une langue et des mœurs communes, ni une fédération extérieure ne feront croître la force de l'amour pour la patrie, de l'enthousiasme unissant un peuple autour de son roi, aussi puissamment que la garantie d'institutions libres qui dotent chaque homme du peuple d'une égale fierté, fierté à laquelle les autres peuples doivent la grandeur de leur nation²⁶. » L'amour de la patrie devait donc précéder l'amour du peuple pour son roi et dépendait de la liberté et des droits des citoyens.

Pour autant, ce que Bismarck appelait « l'affection » ou « la sentimentalité dynastique » n'avait pas disparu²⁷. La majorité de la population était tout à fait disposée à lever son verre au roi, à la condition que celui-ci s'occupât de leurs revendications et qu'il trouvât le ton juste. Les formules qu'utilisait Frédéric-Guillaume IV, son langage corporel empreint d'humilité, ses larmes pour les citoyens morts sur les barricades, tout cela apaisa la colère des Berlinoises. Le lendemain, ils n'étaient que trop heureux d'ovationner le roi perché sur son cheval et habillé des couleurs de la nation allemande, et n'accordaient que trop de crédit à ses paroles, lui qui avait dit qu'il se sentait protégé et en sécurité parmi eux (et que, rassuré, il éloignerait l'armée de la ville). L'amour

24. Jan Andres, „Auf Poesie ist die Sicherheit der Throne gegruendet“. *Huldigungsrituale und Gelegenheitslyrik im 19. Jahrhundert*, Francfort, Campus, 2005, p. 58 et sq., Schwengelbeck, *Huldigungsrituale...*, op. cit., p. 212-214.

25. En 1815 déjà, Ernst Moritz Arndt avait considéré les hommages au roi venus d'Aix-la Chapelle, province alors intégrée à la Prusse, comme des « fiançailles et des noces » entre le souverain et le peuple (« Die Huldigung in Aachen », *Außerordentliche Beilage zum Journal des Nieder- und Mittelrheins*, 7 [14.5.1815], p. 476).

26. Wolff, *Berliner Revolutions-Chronik...* op. cit., t. 1, p. 16 et sq.

27. Otto von Bismarck, *Die gesammelten Werke*, t. 15: *Erinnerung und Gedanken*, Berlin, Deutsche Verlagsgesellschaft, 1932, p. 201. cf. aussi Manfred Hanisch, « Nationalisierung der Dynastien oder Monarchisierung der Nation? », in Adolf M. Birke et Lothar Kettenacker [dir.], *Middle Classes, Aristocracy and Monarchy*, Munich, K.G. Saur, 1989, p. 71-91.

pour le roi n'était pas encore terni et les républicains convaincus ne représentaient qu'une infime minorité de la population²⁸.

Mais cela veut-il dire que les citoyens qui étaient descendus dans la rue s'étaient laissé tromper par une « politique de l'âme et des sentiments », comme l'ont fait entendre par la suite certaines critiques ? Qu'ils avaient laissé de côté leur raison et leurs intérêts pour conserver de vieilles traditions et de vieilles habitudes, par « amour commode de la paix » ? Les critiques de l'époque ne tiennent pas compte du fait que la « volonté puissante » de ceux qui se sont exprimés au printemps 1848 n'était pas dirigée contre la monarchie comme forme de gouvernement mais qu'elle exigeait une relation « constitutionnelle » entre « le prince et le peuple ». Et c'était précisément celle-ci que le roi avait jusqu'alors fermement refusée. Il n'était pas en mesure, comme le note en 1817 le colonel Christian von Massenbach dans un écrit consacré au prince héritier, de se voir lui-même en tant que « souverain régnant sur ses fiers semblables qui doivent penser et exprimer leur volonté par eux-mêmes »²⁹. Une constitution, « une feuille griffonnée », ne devait pas s'immiscer dans une relation « naturelle » avec le roi « de droit divin », construite sur « une foi ancienne et sacrée ». Ni les exigences des représentants du peuple, formulées de manière toujours plus pressante, ni les objections émises par des amis fidèles ne pouvaient persuader le roi du contraire. Mais ce qui se produisit dans les rues de Berlin en février et mars 1848 entama cette position inflexible. Les manifestations et les combats sur les barricades ébranlèrent la « confiance solide » que Frédéric-Guillaume avait en « son » peuple et qu'il présentait encore en 1847 comme « le meilleur outil pour éteindre l'incendie meurtrier ». Lui qui affirmait avec assurance « qu'aucune puissance sur Terre ne parviendrait à lui arracher une constitution » dut revenir sur ses paroles³⁰. Quelques mois plus tard, on élut une assemblée nationale prussienne dont la principale tâche était justement la rédaction de ce « bout de papier ».

La rapide volte-face de Frédéric-Guillaume et ses concessions aux principales exigences des libéraux lui attirèrent autant de sympathies que la manière dont il fit ces concessions. Ce qui suscita l'indignation de son entourage, noble et très conservateur, et notamment des officiers, lui permit d'accroître sa popularité auprès du peuple : ses larmes, ses gestes d'humilité, l'armement des citoyens, auquel il avait donné son accord, et sa « chevauchée allemande » qui marqua profondément son frère Guillaume. Même ce dernier, que l'on surnommait le « Prince la mitraille », avait inmanquablement saisi ce qu'il y

28. Wolff, *Berliner Revolutions-Chronik... op. cit.*, p. 294-296.

29. Christian von Massenbach, *Über Fürsten-Erziehung in repräsentativen Verfassungen*, Heidelberg, Mohr und Winter, 1817, 2^e éd., p. 41.

30. Eduard Bleich [dir.], *Der Erste Vereinigte Landtag in Berlin 1847*, Berlin, Karl Reimarus, 1847, tome 1, p. 20-26 (Discours du Trône du 11 avril 1847) ; Hans Rothfels, Theodor von Schön, Friedrich Wilhelm IV. und die Revolution von 1848, Halle, Niemeyer, 1937, p. 213-217.

avait de bon dans ces manifestations émotionnelles : « il [le roi] a[vait] dorénavant les Berlinoises pour lui »³¹.

« La confiance appelle la confiance », s'était écrié Frédéric-Guillaume devant les représentants du peuple en 1847³². Un an plus tard, il fut contraint de répéter cette phrase, mais à d'autres auditeurs, et dans une situation radicalement différente. Les fondements du pouvoir monarchique étaient remis en cause : « l'omnipotence » et l'autorité du roi semblaient avoir perdu de leur valeur et de leur légitimité. Avant cela, en 1844, un attentat avait déjà profondément affecté la perception que le roi avait de lui-même. Pour la première fois de l'histoire de la dynastie, on avait « attenté à la vie de sa Sainte Majesté ». On ne parlait plus de « sécurité », « l'auréole » était brisée. Néanmoins, cet événement déclencha une vague de manifestations de sympathie et de loyalisme ; « la nation tout entière » écrivit alors le prince Guillaume, « exprime son amour et son attachement au roi ». Mais la fragilité de cet enthousiasme éclata au grand jour quatre ans plus tard, quand, « en l'espace d'une heure, il se mua en franche indignation ». À partir de là, Guillaume, qui succéda à son frère en 1861, observa ces « témoignages publics de respect et d'amitié » avec des « sentiments mitigés » : il ne voulait pas se laisser abuser par eux ou leur donner trop de poids, mais il ne devait pas non plus faire la sourde oreille à la « langue du cœur » ni la mépriser³³.

LE PUBLIC ET LES SENSIBILITÉS DYNASTIQUES DURANT LA SECONDE MOITIÉ DU SIÈCLE

La *politique des sentiments* devint plus importante que jamais durant la seconde moitié du XIX^e siècle, mais également plus complexe. Bien que le principe monarchique ait pu se maintenir en 1848-1849, il n'était plus reconnu de manière aussi directe et incontestable. En 1850 Lorenz von Stein écrivait que « la monarchie, qui se trouvait jusque-là au-dessus des questions concernant la forme d'un futur État, est à présent devenue un objet de réflexion, de débat, de questionnement, y compris pour les masses du peuple »³⁴. Qu'entendait-on par « masses du peuple » ? Certainement pas l'aristocratie qui était liée au système politique de la monarchie pour le meilleur et pour le pire. La bourgeoisie urbaine, au contraire, était tout à fait concernée. Les libéraux observaient avec suspicion les tentatives de la Couronne d'interpréter à son avantage la constitution octroyée en 1848 et révisée en 1851 ; ils ne craignaient pas les conflits nourris qui pouvaient

31. *Prinz Wilhelm von Preußen an Charlotte. Briefe 1817-1860*, Karl-Heinz Börner [dir.], Berlin, Akademie, 1993, p. 292.

32. Bleich, *Erste Vereinigte Landtag...*, op. cit., p. 25.

33. *Prinz Wilhelm von Preußen an Charlotte. Briefe 1817-1860...*, op. cit., p. 175, 251, 324, 341.

34. Lorenz von Stein, *Das Königthum, die Republik und die Souveränität der französischen Gesellschaft seit der Februarrevolution 1848 [1850]*, Leipzig, Wigand, 1855, 2^e éd., p. 12.

s'installer dans la durée, comme le prouva la bataille autour de la réforme de l'armée qui s'étala de 1859 à 1866. Ce sujet n'a pas été seulement discuté à la Chambre des députés, mais imprégna profondément l'ensemble de la société. Si les libéraux pouvaient se réjouir du soutien des citadins, exprimé dans diverses pétitions et lettres ouvertes, les témoignages en faveur de la Couronne venaient principalement des régions rurales ou situées à l'est de l'Elbe. La monarchie y jouissait de sympathies exclusives et l'ordre patrimonial y était encore largement préservé. Ce n'était plus le cas dans les régions industrielles qui s'étendaient rapidement.

Néanmoins, même les travailleurs organisés politiquement pouvaient céder un peu de terrain au principe monarchique. Ferdinand Lassalle cultivait, comme l'expliqua plus tard un Bismarck triomphant, une mentalité « résolument » monarchique. Tout comme le libéral de gauche von Stein, il caressait l'idée d'une monarchie sociale qui serait une garante impartiale du bien commun, au-dessus de tous les partis et de toutes les orientations politiques et qui s'occuperait en particulier du « petit peuple ». Von Stein était convaincu que le peuple témoignerait le cas échéant au monarque sa reconnaissance, son amour et sa fidélité et en deviendrait le principal soutien³⁵.

Mais là non plus, l'amour du peuple pour le roi n'allait pas de lui-même et n'était pas inconditionnel. Des conditions en étaient désormais formulées et orchestrées par des groupes, des partis, des associations et des organisations sociales. Le « peuple tout entier », tel que l'appelait le roi Guillaume qui s'adressa à lui en 1862, espérant « que la confiance en [son] gouvernement lui revienne », n'existait pas (ou plus) comme totalité³⁶. À une pyramide strictement organisée en ordres et aisément contrôlable s'était substituée une société multiple dont les modes de vie, les intérêts et les idéaux étaient très variés. Pour maintenir ensemble ce « corps social » moderne et l'« égoïsme » qui lui était propre, les libéraux proposaient le « ciment » d'un « sens civique public et patriotique »³⁷. Les conservateurs au contraire ne juraient que par « l'attachement et le lien vivant au roi » qui était « l'autorité hiératique de l'État »³⁸. Mais ces liens vivants devaient indéniablement être cultivés et préservés, ils ne pouvaient être maintenus sans intervention extérieure. Heinrich von Treitschke rappelait dans ses cours donnés à Berlin qu'il fallait « sans

35. *ibid.*; à propos de Lassalle cf. Bismarck, *Die großen Reden*, p. 177. Sur les diverses fonctions des monarques, voir : Martin Kirsch, « Die Funktionalisierung des Monarchen im 19. Jahrhundert im europäischen Vergleich », in: Stefan Fisch et al. [dir.], *Les structures de pouvoir dans l'État en France et en Allemagne*, Stuttgart, Franz Steiner, 2007, p. 81-97.

36. *Kaiser Wilhelms des Großen Briefe, Reden und Schriften*, Ernst Berner [dir.], Berlin, Mittler, 1906, tome 2, p. 41.

37. Murhard, « Patriotismus (Vaterlandsliebe) », in Carl von Rotteck et Carl Welcker [dir.] *Staats-Lexikon oder Encyclopädie der Staatswissenschaften*, Altona, Johann Friedrich Hammerich, 1841, tome 12, p. 386-419, citation p. 412.

38. Julius Stahl, *Die Revolution und die constitutionelle Monarchie*, Berlin, Wilhelm Hertz, 1848, p. 53.

cesse gagner de nouveau à soi le lien intérieur unissant la maison régnante et le peuple »³⁹.

Une *politique des sentiments* monarchique répondant à cette exigence se vit confrontée, dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, à de nouveaux défis. Le champ politique s'était largement ouvert : la parlementarisation et la démocratisation avaient renforcé la tendance à la participation, qui se traduisait par un haut niveau de politisation et de mobilisation. Une multitude de partis et de groupes de pression, qui comptaient à la fin du siècle des centaines de milliers d'adhérents, occupaient la scène politique. Les hommes usaient de plus en plus de leur voix électorale pour affirmer leur droit de participer aux processus politiques : en 1871, le taux d'abstention aux élections législatives était encore de 31 %, il n'était plus que de 14 % après 1900. Les réunions électorales étaient très fréquentées et la presse tenait informés ceux qui ne pouvaient ou ne voulaient y assister⁴⁰.

Mais les journaux ne se contentaient pas de transmettre les informations, ils les pondéraient et les évaluaient, ils prenaient position. Ils n'étaient d'ordinaire pas avares en critiques politiques, qu'ils fussent favorables aux libéraux, aux sociaux-démocrates ou aux catholiques. Leurs critiques ne s'arrêtaient pas aux portes du gouvernement : elles visaient également les monarques. Guillaume I^{er}, en particulier, ressentit très tôt la force et le pouvoir de l'opinion, publique et publiée. Alors que Frédéric-Guillaume IV avait rejeté sur l'extérieur les conflits en mettant les mouvements révolutionnaires sur le compte « d'une bande de scélérats étrangers », son successeur voyait à juste titre son ennemi à l'intérieur. En 1862, il se plaignait que « la presse mensongère » et « la fièvre partisane » n'aient pour but que « d'affaiblir le trône et la royauté », ouvrant ainsi une brèche entre le roi et le peuple. Il exhortait « ses fidèles de tout le pays » à « changer en bien l'opinion du public »⁴¹. Guillaume savait fort bien qu'il ne suffisait pas de faire confiance à « ceux qui [lui] étaient favorables » et à « leurs sentiments patriotiques ». En tant que roi qui s'était proposé « de cultiver et de renforcer l'esprit patriotique de [son] peuple » il se

39. Max Cornicelius [dir.], *Heinrich von Treitschke, Politik, Vorlesungen*, Leipzig, Hirzel, 1922, tome 2, 5^e éd., p. 69.

40. Andreas Biefang, « Der Reichstag als Symbol der politischen Nation. Parlament und Öffentlichkeit 1867-1890 », in Lothar Gall [dir.], *Regierung, Parlament und Öffentlichkeit im Zeitalter Bismarcks*, Paderborn, Schöningh, 2003, p. 23-42.

41. *Reden, Proklamationen, Botschaften, Erlasse und Ordres Sr. Majestät des Königs Friedrich Wilhelm IV.*, Berlin, Allgemeine Deutsche Verlags-Anstalt, 1851, p. 8 ; *Kaiser Wilhelms des Großen Briefe*, p. 29 et sq., 39 et 41. Ces invitations à participer activement au rétablissement du loyalisme ont également été publiées à l'époque, principalement par l'éditeur berlinois G. Hickethier. En 1861, il publia « Wahlbriefe an Bürger und Landleute, die ihrem König getreu sein wollen » [« Lettres choisies aux citoyens et gens du pays qui veulent être fidèles à leur roi »]. En 1863, il diffusa la « Sammlung der Königlichen Antworten an die Deputationen getreuer Unterthanen » [« Recueil des réponses royales aux députés des sujets fidèles »].

devait d'atteindre également ceux qu'ils jugeaient « trompés » et de les ramener à la « fidélité prussienne », au-delà de « l'agitation des partis »⁴².

Pour cela, il usa d'abord de moyens qui avaient fait leur preuve depuis le XVIII^e siècle. Même si, contre sa volonté première, il refusa les hommages offerts traditionnellement à l'occasion de l'accession au trône, il créa avec la fête du couronnement une cérémonie tenant compte des « dispositions actuelles », c'est-à-dire de la constitution, qui se référait dans le même temps aux traditionnels « amour et attachement du peuple fidèle » et cherchait à les mettre en valeur. Mais cette mise en scène attisa des conflits quant à l'interprétation qu'il fallait en faire. Alors que les conservateurs y voyaient une confirmation de « la solide fidélité du peuple » envers « un roi de droit divin » les libéraux soulignaient de leur côté que l'hommage au roi était librement consenti par un peuple « libre et dévoué », dont la relation avec la famille royale était « loin d'avoir été altérée par les changements constitutionnels » qui auraient au contraire permis d'en exacerber « la pureté et l'énergie »⁴³.

Cette « relation » et « les sentiments monarchiques de l'ensemble de la Nation » étaient aussi cultivés à l'occasion d'autres fêtes et cérémonies⁴⁴. L'anniversaire du roi, que les francs-maçons célébraient déjà au XVIII^e siècle comme une fête patriotique, devint sous le grand Reich un événement à la fois central et local qui utilisait les notables des villes à des fins de célébration du pouvoir monarchique⁴⁵. Ce jour était également fêté au sein des institutions nationales comme l'Armée ou l'École. De même, les facultés et les universités insistaient pour pouvoir organiser des fêtes officielles au cours desquelles on pourrait tenir des discours patriotiques et loyalistes.

De nombreux souvenirs d'enfance d'individus nés sous le Reich évoquent les fêtes d'école organisées pour l'anniversaire du roi – indices de leur efficacité relative. Ludger Westrick, né en 1894 à Münster où il grandit, se dit « très fier » d'avoir pu réciter, trois années de suite, au cours de la grande fête de l'école qui avait lieu la veille du 27 janvier, « ses poèmes patriotiques ». Ces poèmes étaient ceux « d'un enfant, certes, mais témoignaient d'une estime sincère pour l'empereur » qui avait toujours représenté à ses yeux « le père du pays, bon et attentif aux siens ». Anneliese Pickel, née en Posnanie en 1898 rapporte que le jour de l'anniversaire de l'empereur toutes les filles de son lycée portaient leurs « habits du dimanche », à l'exception de deux Polonaises qui « voulaient ainsi montrer qu'elles n'étaient pas concernées par tout le chahut de Berlin »⁴⁶.

42. *Kaiser Wilhelms des Großen Briefe...*, op. cit., p. 13, 29, 38, 41.

43. Schwengelbeck, *Huldigungsrituale...*, op. cit. p. 267 et sq.

44. *Ibidem*. Citation du ministre des Affaires étrangères prussien von Schleinitz (1861), p. 251.

45. Monika Wienfort, « Kaisergeburtstagsfeiern am 27. Januar 1907 », in Manfred Hettling et Paul Nolte [dir.] *Bürgerliche Feste*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1993, p. 157-191.

46. Rudolf Pörtner [dir.], *Kindheit im Kaiserreich*, Munich, dtv, 1990, p. 40 et sq., 93, 168. À propos des fêtes d'école organisées pour l'anniversaire de Guillaume II, cf. Jochen Löher et Rüdiger Wulf, *Furchtbar drauße der Erbfeind! Vaterländische Erziehung in den Schulen des Kaiserreichs 1871-1918*, Dortmund, Westfälisches Schulmuseum, 1996, p. 57-97.

On retrouvait ce genre de retenue dans les régions du Reich dans lesquelles une confession ou un « attachement » dynastique différents rendaient l'identification immédiate aux Hohenzollern plus difficile. Les Hambourgeois étaient fiers de leur tradition républicaine, les habitants du Wurtemberg cultivaient les « sentiments de 1866 », les Bavares leur fidélité à la Maison Wittelsbach. En Prusse même, dans beaucoup de familles, on trouvait des portraits de Bismarck et de la reine Louise alors que manquait celui du monarque au pouvoir⁴⁷. Le « chancelier de fer » jouissait, auprès de certains travailleurs de Hambourg, en dépit de certaines critiques, d'une popularité plus grande que le jeune empereur qui l'avait congédié⁴⁸. Dans les familles sociales-démocrates, ce sont les portraits d'August Bebel et de Ferdinand Lassalle que l'on accrochait aux murs, même si on trouvait de temps à autre également celui de l'empereur⁴⁹.

Ces galeries hétérogènes de portraits prouvaient que des sentiments comme l'amour ou l'attachement n'étaient plus donnés *a priori* et inconditionnellement au roi ou à l'empereur. En Bavière, les sentiments « patriotiques » et les sentiments « dynastiques » étaient clairement distingués : les premiers étaient réservés à Bismarck, les seconds à la maison Wittelsbach⁵⁰. De même, les sociaux-démocrates prussiens mettaient le roi de côté pour célébrer leurs héros politiques. Pour autant, les partisans du mouvement des travailleurs n'étaient pas complètement vaccinés contre « la sentimentalité dynastique » : les avances de la monarchie, fondées sur une *politique des sentiments* et diffusées par tous les moyens possibles, anciens ou modernes, ne les laissaient pas nécessairement indifférents⁵¹.

Parmi ces moyens de diffusion figurait notamment l'éducation « patriotique » des enfants et des adolescents, qui s'était considérablement développée sous le Reich. Les écoles ne se contentaient pas d'organiser chaque année les dispendieuses fêtes pour l'anniversaire de l'empereur. Elles intervenaient, par le biais de formes et contenus pédagogiques, dans la socialisation par les sentiments. Au sein des abécédaires ou des poèmes à destination des plus petits, on trouvait déjà des histoires ayant pour héros le roi ou son épouse. Tous les enfants connaissaient les vers de « L'empereur est un gentil monsieur », qu'on ne se contentait pas de réciter mais qui étaient également chantés et

47. Pörtner, *Kindheit im Kaiserreich...*, *op. cit.*, p. 146, 188, 226, 270, 311.

48. Richard Evans, *Kneipengespräche im Kaiserreich*, Reinbek, Rowohlt, 1989, p. 322-340 ; voir aussi Wolfgang Hardtwig, « Bürgertum, Staatssymbolik und Staatsbewusstsein im Deutschen Kaiserreich 1871-1914 », in *Nationalismus und Bürgerkultur in Deutschland 1500-1914*. Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1994, p. 191-218.

49. Gerhard A. Ritter et Klaus Tenfelde, *Arbeiter im Deutschen Kaiserreich 1871-1914*, Bonn, Dietz, 1992, p. 602 ; Moritz Th. W. Bromme, *Lebensgeschichte eines modernen Fabrikarbeiters [1905]*, Frankfurt, Athenäum, 1971, p. 71 et *sq.*

50. Voir Günther Grassmann, né à Munich en 1900 : Pörtner, *Kindheit im Kaiserreich...*, *op. cit.*, p. 146.

51. Werner K. Blessing, « Der monarchische Kult, politische Loyalität und die Arbeiterbewegung im deutschen Kaiserreich », in Gerhard A. Ritter [dir.], *Arbeiterkultur*, Königstein, Athenäum, 1979, p. 185-208.

imprégnèrent ainsi profondément et durablement la mémoire émotionnelle. Le texte, apparu pour la première fois en 1856, reprenait un motif constant du culte monarchique : la volonté d'être personnellement proche du roi, de le voir en face de soi, peut-être même de frôler ou de toucher sa main⁵².

Ce désir de proximité pouvait être satisfait même en l'absence du roi, grâce à son image, que les techniques d'impression avancées permettaient de diffuser à des millions d'exemplaires. Guillaume II utilisa largement ce nouveau medium et ne laissa passer aucune occasion de se mettre en scène comme monarque proche de son peuple⁵³. Son grand-père qui, du « Prince la mitraille » détesté de 1848 et de régent « incompris » de 1862, était devenu le premier empereur du peuple et souverain national, avait déjà compris en 1878 que sa vulnérabilité lui permettait de s'attirer plus de sympathies que ses démonstrations de force belliqueuses. Quand il disait que Karl Nobling, qui avait tenté de l'assassiner en juin, avait été son meilleur médecin, il ne faisait pas uniquement référence à sa santé physique. L'empereur, gravement blessé et dont l'état avait été largement médiatisé, vit affluer de tout le Reich des vœux de rétablissement et des témoignages d'amour⁵⁴. Lorsque dix ans plus tard, à l'âge très respectable de 91 ans, il mourut de causes naturelles, les signes du deuil furent impressionnants⁵⁵.

Mais ce deuil avait aussi des implications sociopolitiques. Les sentiments de ceux qui le portaient ne venaient pas « directement » du cœur. Plus géné-

52. Pörtner, *Kindheit im Kaiserreich...*, op. cit., p. 157, et 42, 113, 158, 160, 280; Eckhard John, « Der Kaiser ist ein lieber Mann. Schulische Liedsozialisation im Kaiserreich », in Barbara Stambolis et Jürgen Reulecke [dir.], *Good-bye memories? Lieder im Generationengedächtnis des 20. Jahrhunderts*, Essen, Klartext, 2007, p. 25-41; Gisela Teistler, « Von der Kaiserverehrung zum Führerkult: Personenkult in Fabeln der Kaiserzeit und im Dritten Reich », *Internationale Schulbuchforschung* 19 (1997), p. 285-304; 53. Klaus-D. Pohl, « Der Kaiser im Zeitalter seiner technischen Reproduzierbarkeit. Wilhelm II. in Fotografie und Film », in Hans Wilderott et idem [dir.], *Der letzte Kaiser*, Gütersloh, Bertelsmann, 1991, p. 9-18; Dominik Petzold, « Monarchischer Kult in der Moderne: Zur Herrschaftsinszenierung Wilhelms II. im Kino », in Thomas Biskup et Martin Kohlrausch [dir.], *Das Erbe der Monarchie*, Frankfurt, Campus, 2008, p. 117-137. Sur la « légalité » des médias de masse et leurs effets sur la représentation de la monarchie (émotionnalisation, individualisation, personnalisation) cf. Kohlrausch, *Höfische Gesellschaft...*, op. cit., p. 462; idem, « Monarchische Repräsentation in der entstehenden Mediengesellschaft: Das deutsche und das englische Beispiel », in Jan Andres et al. [dir.], *Die Sinnlichkeit der Macht*, Frankfurt, Campus, 2005, p. 93-122.

54. Carola Dietze, « Terror in the Nineteenth Century: Political Assassinations and Public Discourse in Europe and the United States, 1878-1901 », *Bulletin of the German Historical Institute* 40 (2007), p. 91-97; Carola Dietze et Frithjof Benjamin Schenk, « Traditionelle Herrscher in moderner Gefahr », *Geschichte und Gesellschaft* 35 (2009), p. 368-401; Eva Giloi, *Monarchy, Myth, and Material Culture in Germany 1750-1950*, Cambridge, CUP, 2011, p. 157 et sq.; eadem, « Durch die Kornblume gesagt: Reliquien-Geschenke als Indikator für die öffentliche Rolle Kaiser Wilhelms I. », in Biskup/Kohlrausch, *Erbe der Monarchie...*, op. cit., p. 96-116. Sur le rôle des mariages royaux pour la politique des sentiments, cf. Daniel Schönpflug, « Liebe und Politik: Die Heiraten der Hohenzollern und ihre Nachwirkungen, 1858-1935 », in Biskup/Kohlrausch, *Erbe der Monarchie...*, op. cit., p. 77-95; Alexa Geisthövel, « Wilhelm I. am „historischen Eckfenster“: Zur Sichtbarkeit des Monarchen in der zweiten Hälfte des 19. Jahrhunderts », in Andres et al., *Sinnlichkeit der Macht...*, op. cit., p. 163-185.

55. Max Eyth, *Im Strom unsrer Zeit*, partie III, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1909, p. 268-272; Volker Ackermann, *Nationale Totenfeiern in Deutschland*, Stuttgart, Klett-Cotta, 1990, p. 48 et sq., 75-78, 85-91; Alexa Geisthövel, « Tote Monarchen. Die Beisetzungsfeierlichkeiten für Wilhelm I. und Friedrich III. », in Andreas Biefang et al. [dir.], *Das politische Zeremoniell im Deutschen Kaiserreich 1871-1918*, Düsseldorf, Droste, 2009, p. 139-161.

ralement, en exprimant son amour, sa fidélité, son admiration pour le souverain, en lui offrant des cadeaux, en portant un bleuet à sa boutonnière le jour de l'anniversaire du roi, on se positionnait ostensiblement dans le champ politique et social. Ceux qui initiaient ces formes de communication directe avec le monarque se voyaient auréolés d'une dignité particulière qui faisait forte impression sur les autres. Parmi les innombrables lettres que recevait Guillaume II, on ne trouvait pas uniquement, loin de là, celles qui exprimaient des souhaits matériels, concrets – telle celle de la petite berlinoise Edith Krüger qui demandait en 1895 au « grand et gentil empereur » de lui prêter un piano de concert pour qu'elle puisse devenir une artiste renommée. La plupart des auteurs de ces lettres demandaient tout au plus une photographie « avec la signature de sa Majesté impériale » qui trônerait ensuite fièrement, bien en évidence, dans les salons de la bonne société⁵⁶. Pour Antje Wagner, née en 1853 et qui écrivit régulièrement à l'empereur entre 1905 et 1914, ces lettres envoyaient aussi un fort signal social. La villa-géoise, souffrante et de condition modeste, faisait à l'empereur des rapports quasi quotidiens sur les événements locaux. Elle ne reçut jamais de réponse, mais cela ne semblait pas la déranger. De temps à autre, elle se plaignait de ce qu'elle appelait la répression administrative, et pensait que « [son] empereur » devait avoir connaissance « de la manière dont étaient traités ses sujets ». Mais dans l'ensemble, elle se satisfaisait de faire part à son noble interlocuteur des « événements de sa vie ». Que cela ait pu déplaire à son mari ou aux autorités ne la perturbait pas, au contraire : ces lettres lui permirent d'établir avec « les hautes sphères » un lien protecteur dont elle put faire bon usage dans sa situation précaire⁵⁷.

Si l'apparente « inutilité des écrits » d'une femme comme Antje Wegner pouvait la faire passer pour folle ou marginale⁵⁸, ces pratiques, par lesquelles des hommes, tels les membres de l'Association rhénane des anciens combattants, exprimaient leurs sentiments patriotiques, rencontraient partout une large approbation. Les haies d'honneur dressées sur le passage de l'empereur pour le saluer n'étaient ni une manifestation d'un « patriotisme forcé » ni, comme l'écrivait le journal libéral de gauche *Neue Rundschau* en 1913, un « transport patriotique » artificiel. Les hommes ne faisaient pas montre de « faux sentiments » mais agissaient d'après le traditionnel principe de réciprocité⁵⁹. Ils « voulaient voir leur empereur, un regard de ses chers yeux leur faisait du bien ; ils voulaient sentir que ses yeux étaient là pour eux ». Ils étaient prêts pour cela à tous les sacrifices de temps et d'argent. Pourtant, l'attente fut vaine. L'empereur finit par venir, certes, mais sa voiture passa si vite

56. Steffen Bender [dir.], *Und darum wage ich es, zur Feder zu greifen: Briefe von Privatpersonen an Kaiser Wilhelm II.*, Frankfurt, Peter Lang, 2009, p. 57, 26, 28.

57. Kathrin Pabst, *Briefe an den Kaiser*, Heide, Boyens, 2001, p. 50, 53.

58. *Ibid.*, p. 54.

59. Rüdiger vom Bruch, « Kaiser und Bürger: Wilhelminismus als Ausdruck kulturellen Umbruchs um 1900 », in Birke/Kettenacker, *Bürgertum...*, *op. cit.*, p. 119-146 et 142-144.

devant les membres de l'Association qu'aucun échange de regard ne put avoir lieu, ainsi qu'en témoigne une lettre indignée écrite au journal conservateur *Staatsbürger-Zeitung* : « aucun combattant n'a pu croiser son regard ». Pour l'auteur de cette lettre, cela représentait un « terrible incident » : « encore trois courses comme celle-ci, et les associations de combattants disparaissent ». ⁶⁰

Cette observation était sans doute exagérée, mais la menace prouve à quel point le lien émotionnel au roi demandait de l'attention. Le souverain avait raison de le prendre à cœur. Dans un contexte de large politisation et de polarisation politique profonde et passionnelle, la monarchie se vit contrainte de mettre en place des contrepoids et des mécanismes de rassemblement. C'était plus facile en Grande-Bretagne qu'en Allemagne, où le monarque disposait de davantage de pouvoir politique et intervenait directement dans les affaires du gouvernement. Les stratégies minutieuses et durables mises en place pour la mobilisation et la gratification émotionnelles n'en revêtaient que plus d'importance. Il fallait donc constamment trouver le juste équilibre entre proximité et distance, entre accessibilité et part de « mystère » ⁶¹.

*

Le développement des médias n'a pas simplifié la problématique, bien au contraire. Le film « Le discours d'un roi » (2010), plusieurs fois récompensé, a répandu la complainte de George V : avant, il lui aurait suffi, en tant que roi, de parader à cheval à travers les rues ; dans les années 1920, il lui fallait parler à la radio. Et la boucle est bouclée : c'est à la radio que la voix a pris toute son importance. De sa puissance, de sa fermeté, de sa mélodie et de son rythme dépendait la portée émotionnelle d'un discours.

Au XIX^e siècle, on ne pouvait entendre la voix du roi que dans certains cercles choisis. Son utilité en tant qu'outil d'une politique monarchique des sentiments était donc toute relative et d'autres instruments ou mécanismes jouaient un rôle plus important : les fêtes et célébrations, les voyages à travers le pays et les lettres, les regards, les gestes et les images. Guillaume II, qui avait conscience de l'importance des médias, fut le premier à donner toute sa légitimité à la voix et devint pour ses contemporains l'« empereur du discours ». On peut néanmoins se demander si l'allocution émotionnelle permanente a eu l'effet escompté. Elle donnait en effet prise aux attaques contre le roi et appelait les commentaires critiques, les moqueries et les sarcasmes ⁶².

60. Wilhelm Schröder [dir.], *Das persönliche Regiment, Reden und sonstige öffentliche Äußerungen Wilhelms II.* Munich, Birk, 1907, p. 23.

61. Le philosophe et théologien David Friedrich Strauß parlait en 1872 du « mystère » de la monarchie (*Der alte und der neue Glaube*, 12^e-14^e éd., Bonn, Emil Strauß, 1895, p. 179). Carl Techet y fait référence dans *Völker, Vaterländer und Fürsten: Ein Beitrag zur Entwicklung Europas*, Munich, Joachims Verlag, 1913, p. 422 : « Le mystère a été détruit par les illustrés et le cinéma. Ils nous ont rendu les princes trop présents, quotidiens, intimes et nous ont ôté leur part de sacré, leur âme. »

62. Ernst Johann [dir.], *Reden des Kaisers*, Munich, dtv, 1966 ; Michael A. Obst [dir.], *Die politischen Reden Kaiser Wilhelms II.*, Paderborn, Schöningh, 2011 ; Sonja Glaab, « Wilhelm II. und die Presse –

C'est à ce moment précis qu'est apparue toute l'ambivalence d'une *politique des sentiments* moderne. Le monarque devait trouver le juste équilibre : d'une part il se devait de consacrer plus de temps à chercher l'approbation de ses sujets et ne pouvait plus se fier à un « sentiment monarchique » naturellement et automatiquement présent et disponible. De l'autre, cette publicité comportait des risques et éveillait des attentes qu'il ne pourrait décevoir sans en payer le prix. L'un de ces risques était de rompre l'équilibre entre la proximité avec le peuple et la nécessité de la distance. Le représentant d'une monarchie nationale avait tout intérêt à se tenir éloigné des passions et conflits qui envahissaient la sphère publique moderne. L'agitation et les débats passionnés qui avaient une place légitime au sein d'une démocratie des partis et des associations étaient déplacés pour un roi, figure nationale, rassembleuse, qui se devait d'être au-dessus des partis. Il semblerait ainsi que, du point de vue de la *politique des sentiments*, Guillaume I^{er} ait trouvé un ton adapté, paternel et débonnaire, avec lequel le caractère fougueux de son petit-fils ne souffrait clairement pas la comparaison.

*Ute Frevert est directrice du Max-Planck-Institut
für Bildungsforschung, Berlin*

Ein Medienkaiser in seinem Element? », *Publizistik* 53 (2008), p. 200-214 ; Martin Kohlrausch, *Der Monarch im Skandal: Die Logik der Massenmedien und die Transformation der wilhelminischen Monarchie*, Berlin, Akademie, 2005 ; Giloi, *Monarchy, Myth and Material Culture...*, *op. cit.*, chap. 12.